



Pour découvrir
le monde et ses cultures

L'Inde britannique ou « le joyau de la Couronne »

Claude Markovits

Directeur de recherche au CNRS

C'est au début du XVII^e siècle sous les auspices de l'East India Company que débute l'histoire de l'Inde britannique qui se terminera en 1947 avec l'indépendance de l'Inde. Claude Markovits, chercheur au centre d'étude de l'Inde et de l'Asie du Sud du CNRS, nous introduit dans cet épisode de l'histoire indienne qui est encore aujourd'hui un objet de controverses et de débats. Si sur le plan culturel, linguistique et intellectuel le rapprochement des deux pays eut des effets positifs, il n'en fut pas de même pour les décisions économiques et politiques prises par les Britanniques.

Naissance de l'Inde britannique (1600-1858)

Les origines de l'Inde britannique remontent à 1600, à la fondation à Londres d'une compagnie de commerce dotée d'une charte royale, connue sous le nom de l'« East India Company », ayant le monopole du commerce entre l'Angleterre et l'Asie. La fondation de la compagnie faisait suite à quelques voyages exploratoires et elle témoignait d'une volonté anglaise de prendre part au commerce des épices avec l'Orient qui avait fait la fortune des Portugais au XVI^e siècle et inspira en 1602 la fondation de la Compagnie hollandaise des Indes orientales (VOC), la principale rivale de l'East India Company. Comme le commerce des épices lui-même, centré sur les « îles aux épices » de l'archipel insulindien – Moluques – tomba rapidement entre les mains des Hollandais, la Compagnie anglaise concentra ses efforts sur l'Inde proprement dite et bientôt il apparut que les tissus, produits par des artisans particulièrement habiles et capables de s'adapter aux goûts de leur clientèle, étaient un domaine plus prometteur que les épices, dont la production en Inde était limitée à la côte du Malabar.

Pour se procurer les textiles, la Compagnie obtint un *firman* ou « décret » de l'empereur moghol, Jehangir, qui lui permit d'établir une factorerie dans le grand port de Surat, sur la côte ouest, situé au cœur d'une région connue pour la qualité de sa production textile et qui exportait de larges quantités vers le Moyen-Orient, puis un traité conclu en 1615 lui assura, en échange de la protection que sa flotte donnait aux convois moghols contre les attaques portugaises, un traitement de faveur. Elle créa aussi sur la côte de Coromandel, au sud-est de l'Inde, autre foyer de production textile, en dehors des limites de l'Empire moghol, un établissement fortifié, Fort Saint-Georges, noyau de la future Madras (1639).

Si ses achats de textiles en Inde lui permettaient de faire des bénéfices considérables, la Compagnie ne pouvait envisager de rôle politique en Inde, car elle dépendait fondamentalement, pour sa réussite commerciale, de la bonne volonté moghole. Ses établissements s'accrurent en 1668 du comptoir portugais de Bombay, sur la côte ouest, donné en dot sept ans auparavant pour le mariage d'une princesse portugaise avec Charles II, et que la Couronne céda à l'East India Company. Cette dernière fonda enfin en 1690 dans la riche province du Bengale, qui devenait une source considérable de textiles, le comptoir fortifié de Calcutta, Fort William. Ainsi, à la fin du

XVIIe siècle, la Compagnie anglaise disposait-elle de trois points d'appui principaux à Madras, Bombay et Calcutta, chacun siège d'une « Présidence » et d'un certain nombre d'établissements et comptoirs plus petits, dont certains étaient fortifiés. La population anglaise de l'Inde se composait alors de quelques centaines de civils, entièrement occupés à des fonctions commerciales, et d'un nombre équivalent de soldats, chargés de leur protection.

Au début du XVIIIe siècle la Compagnie obtint de l'empereur moghol, Farrukshyar, la liberté de commerce au Bengale et cette riche province devint le principal centre de ses activités commerciales. Vers 1730, l'East India Company était devenue la principale compagnie de commerce européenne en Inde, l'emportant à la fois sur les Hollandais et sur les Français, arrivés plus récemment. Ses achats de textile portaient sur des quantités considérables et elle avait créé en Europe un marché pour les « indiennes », qui lui assurait des bénéfices importants. Elle jouait également un rôle dans le commerce dit « d'Inde en Inde », c'est-à-dire le commerce entre l'Inde et les pays d'Asie situés à l'ouest et à l'est. Au cours des décennies suivantes, une série d'événements, largement fortuits, allaient lui permettre de se transformer en puissance territoriale.

Les raisons en sont à chercher du côté de ce qu'une certaine historiographie, maintenant contestée, appelait la crise de l'Empire moghol. Cet empire, fondé au XVIe siècle par des descendants de Tamerlan qui s'appelaient eux-mêmes Timurides et dont le plus remarquable fut Akbar, après avoir connu une phase d'apogée au XVIIe siècle sous les règnes de Jehangir et Shah Jahan, entra, avec Aurangzeb, dans une phase de difficultés, qui furent loin cependant de se traduire par un déclin immédiat. C'est seulement dans les années 1730, soit trente ans après la mort d'Aurangzeb, que la tendance à la dissolution de cette structure politique centralisée se fit sentir nettement avec l'accession à une quasi-indépendance de plusieurs provinces, comme l'Oudh, le Bengale ou Hyderabad qui reconnaissaient encore auparavant la suprématie du trône de Delhi et lui payaient tribut.

Dans cette Inde divisée entre de nombreux États régionaux qui ne reconnaissaient plus qu'une suzeraineté formelle du trône impérial, les compagnies de commerce européennes furent à même pour la première fois de jouer un rôle politique direct en utilisant l'atout que constituaient leurs troupes disciplinées, formées en partie de soldats indigènes, *sepoys* ou cipayes, encadrés par des officiers européens, ayant une puissance de feu supérieure à celle des armées indiennes du temps et qui pouvaient faire la différence dans les guerres que se livraient entre elles les puissances indiennes. Le gouverneur de l'Inde française, Dupleix, fut le premier à comprendre le parti que les Européens pouvaient tirer de leur puissance militaire pour jouer un rôle politique en Inde, mais ce fut la Compagnie anglaise qui sut le mieux profiter de cette nouvelle position, une fois qu'elle eut triomphé des Français en Inde du Sud au cours de la guerre de Sept ans (1756-1763). Au même moment, lorsqu'un conflit avec le nawab du Bengale se termina en 1756 par la chute de Calcutta et la tragédie du « Black Hole », un massacre de civils anglais dans des circonstances qui restent mal éclaircies, la Compagnie réagit en envoyant depuis Madras une force aguerrie commandée par le colonel Clive. Profitant de la trahison d'une partie de l'armée et des notables bengalais conduits par la riche famille de banquiers, les Jagat Seths, Clive n'eut aucun mal à défaire l'armée de Siraj-ud-Daula à Plassey en 1757 pour installer à sa place sur le trône le docile Mir Jaffar. Il fallut cependant un nouveau conflit avec son successeur Mir Kasim pour que la Compagnie assume en 1765 le pouvoir effectif au Bengale, inaugurant ainsi une période de domination coloniale britannique qui allait durer près de deux siècles.

Au départ, la Compagnie reçut de l'empereur moghol, qui conservait une suzeraineté théorique sur la province, le *diwani* du Bengale, c'est-à-dire en particulier le pouvoir de lever l'impôt et de rendre la justice civile. Le Nawab conservait le *nizamat*, c'est-à-dire en particulier les prérogatives de défense et la justice criminelle. La réalité du pouvoir appartenait cependant d'emblée à la

Compagnie et ses représentants mirent le pays en coupe réglée, s'arrogeant des monopoles commerciaux juteux et pressurant paysans et artisans. Grâce au surplus fourni par le Bengale, la Compagnie allait pouvoir financer les provinces déficitaires de Bombay et de Madras, qui se trouvèrent placées en 1773 sous l'autorité de Calcutta, le gouverneur du Bengale, Warren Hastings, prenant le titre de gouverneur-général de l'Inde. En dehors du Bengale – qui comprenait aussi le Bihar et l'Orissa – les possessions territoriales de la Compagnie étaient encore limitées à quelques enclaves. Cependant, dès cette époque, la Compagnie conclut des traités dits « subsidiaires » avec un certain nombre d'États indiens, par lesquels, en échange du versement d'un subside, ces derniers recevaient la protection britannique sous la forme d'une garnison et de la présence d'un résident. De cette façon, un certain nombre d'États importants, tels l'Oudh en Inde du Nord, l'Hyderabad et l'Arcot en Inde du Sud, passèrent dans l'orbite de la Compagnie. Cette dernière se trouva menacée au début des années 1780 par une conjonction entre le Mysore du conquérant musulman Haidar Ali, les Marathes, qui constituaient une puissante confédération guerrière hindoue et les Français, qui tentaient, à la faveur de la guerre d'indépendance américaine, d'effectuer un retour en Inde. Mais cette coalition ne fut pas durable et les Britanniques gardèrent leur possessions en Inde du Sud, ainsi que le Bengale.

En s'appuyant sur la base que constituait cette dernière province, la Compagnie allait, à partir de la fin du XVIII^e siècle, sous l'impulsion en particulier de Richard Wellesley, devenu gouverneur-général en 1798, puis d'un certain nombre de ses successeurs, progressivement établir sa suprématie sur l'ensemble de l'Inde, au travers d'une série de guerres contre le Mysore du successeur d'Haidar Ali, le fameux Tipu Sultan (tué en 1799), le Népal de la dynastie gorkha et surtout la Confédération marathe, qui allait se révéler le rival le plus redoutable. La défaite finale des Marathes en 1818 inaugurait la phase de suprématie anglaise, qui allait être consolidée au milieu du XIX^e siècle par des victoires contre les Sikhs du Punjab (guerre sikhes de 1846-1849), et par la répression victorieuse du grand soulèvement de 1857, connu en français sous le nom de « révolte des Cipayes ».

Ce soulèvement, qui commença par une série de mutineries parmi les troupes indigènes inquiètes de l'hostilité croissante des colonisateurs aux religions du pays, prit les dimensions d'une véritable révolte populaire dans une bonne partie de l'Inde du Nord et du Centre. Il eut ses héros, comme la *rani* de Jhansi, qui devint en Inde l'objet d'un véritable culte, et aussi ses vilains, comme Nana Sahib, un descendant des Peshwas marathes, dont la participation au massacre de femmes et d'enfants britanniques à Cawnpore lui valut une place de choix dans la démonologie de l'Angleterre victorienne. Considéré dans l'histoire officielle indienne comme la « Première Guerre d'indépendance », sur le modèle des guerres du Risorgimento italien, il demeure objet de polémiques indo-britanniques, à cause des atrocités commises par les deux camps. Il resta cependant circonscrit à certaines régions de l'intérieur du sous-continent, épargnant les régions côtières et les villes principales, et l'intervention massive de troupes britanniques permit dès 1858 le retour au calme. Il avait cependant révélé la fragilité de la construction politique coloniale, l'embryon d'État édifié progressivement par l'East India Company, fondée comme compagnie de commerce et qui jouissait d'un monopole commercial qui fut aboli seulement en 1813. Ce fut elle qui assura pendant près d'un siècle l'administration de l'Inde britannique sous le contrôle du Parlement de Londres et d'un Board of Control, directement dépendant du gouvernement britannique. Elle continuait pourtant à reconnaître une suzeraineté formelle de l'empereur moghol, qui depuis 1803, était de fait prisonnier des Anglais à Delhi. L'empereur Bahadur Shah ayant été placé par les mutins à la tête de la révolte en 1857 et exilé en 1858, une refonte des institutions allait se révéler nécessaire.

Apogée et déclin de l'Inde britannique (1858-1947)

Après l'abolition de l'East India Company en 1858 et la mise à l'écart de la dynastie moghole, consécutive à la révolte des Cipayes, l'Inde britannique passa directement sous le régime de la Couronne. Un Secrétaire d'État à l'Inde qui avait rang de ministre coiffait une administration coloniale dirigée par un vice-roi résidant d'abord à Calcutta, puis après 1911, à Delhi, où les Anglais construisirent une nouvelle capitale, New Delhi, qui devint le siège du gouvernement dans les années 1930. En 1877, lors d'un grand *darbar* ou « cérémonie » organisé en l'honneur de la reine Victoria, qui n'était pas présente, la souveraine britannique prit le titre d'impératrice des Indes, et l'on s'efforça de créer des liens affectifs entre la monarchie et le peuple et les princes de l'Inde. Ces derniers, dont avant 1857 on annexait systématiquement les États, furent désormais considérés, du fait de la loyauté dont ils firent généralement preuve, comme politiquement sûrs et se virent définitivement confirmer la possession de leurs États. À côté de l'Inde britannique proprement dite, se maintint donc une Inde des princes qui comprenait plus de cinq cents États couvrant un tiers du territoire et abritant le quart de la population, sous un régime d'« *indirect rule* » dans lequel les princes avaient l'apparence, plutôt que la réalité du pouvoir, étant soumis à la surveillance étroite de résidents britanniques. Dans l'Inde britannique, le nombre de troupes européennes fut renforcé et c'est à elles que fut confiée la sécurité intérieure, tandis que les troupes indigènes furent réorganisées en une *Indian Army* conçue comme une réserve impériale, qui fut souvent engagée dans des expéditions hors de l'Inde.

L'Inde constituait un ensemble original dans le cadre de la construction impériale britannique, dont elle apparaissait comme le cœur. Ce ne fut jamais une colonie de peuplement. Sur une population totale qui atteignit les trois cents millions à la fin du XIXe siècle, la population civile britannique, formée d'ailleurs en partie d'Écossais et d'Irlandais protestants, ne dépassa jamais soixante-dix à quatre-vingt mille personnes, tandis que la garnison britannique y passa de trente à quarante mille hommes avant 1857 à une moyenne de soixante-cinq mille hommes jusqu'à l'indépendance. Cette population européenne était diverse et ordonnée suivant une hiérarchie très stricte, une sorte de système de castes, qui mettait au sommet les officiers de l'armée britannique en Inde, *British Army in India*, et les fonctionnaires de l'*Indian Civil Service*, suivis par les officiers de l'*Indian Army* dont la troupe était indigène et l'encadrement britannique, les membres des corps techniques *Public Works Department*, les missionnaires et enseignants, les hommes d'affaires et représentants de commerce, connus sous le terme légèrement méprisant de « *boxwallas* », les conducteurs de locomotives et autres contremaîtres, et tout en bas de l'échelle, objets d'un mépris général, les soldats et sous-officiers britanniques ou BOR, *British Other Ranks*. Cette population, qui à la fin du XVIIIe siècle avait encore de nombreux contacts, y compris sexuels, avec la population indienne d'où l'existence d'une couche de métis, d'ailleurs souvent d'origine en partie portugaise, connus comme *Eurasians*, puis comme *Anglo-Indians*, eut tendance à se replier davantage sur elle-même au cours du XIXe siècle, surtout à partir du moment où l'amélioration des conditions de transport et d'hygiène permit la présence de femmes européennes. Seuls les BOR restaient sexuellement dépendants du marché local de prostituées en particulier, mais ils avaient parfois des concubines, dont certaines figurent dans les récits de Kipling, ce qui explique en partie le mépris dont ils faisaient l'objet. Une sorte d'apartheid régnait qui se manifestait dans l'existence de compartiments séparés dans les chemins de fer, de clubs réservés aux Européens dont certains, à Bombay qui, cependant, admettaient les Parsis, et généralement dans une ségrégation, au niveau de l'habitat urbain, entre quartiers européens et indigènes. Cet apartheid ne fut cependant jamais aussi strict qu'en Afrique du Sud. C'est que les Britanniques avaient besoin de toute une série de collaborateurs indigènes, avec lesquels ils ne pouvaient éviter un minimum de contact.

Dans l'Inde britannique, comme dans celle des princes, les sujets ne jouissaient dans les faits d'aucun droit politique jusqu'au début du XXe siècle. À partir des années 1880, des revendications politiques se firent jour, d'abord limitées à une petite élite anglicisée qui retournait contre les colonisateurs les principes libéraux et constitutionnels que ces derniers leur avaient enseignés, sans les mettre en pratique en Inde. Elle se retrouvait depuis 1885 dans les sessions annuelles du

Congrès national indien, qui se transforma progressivement en une sorte de mouvement politique, sous l'impulsion d'un organisateur d'ailleurs anglais, Allan Octavian Hume, mais garda un caractère élitiste marqué jusqu'au début du XXe siècle. Vers 1900, sous la vice-royauté de Lord Curzon, proconsul particulièrement énergique et imbu de la supériorité de la civilisation britannique, une divergence commença à se faire jour entre un courant modéré partisan de réformes constitutionnelles très graduelles, dirigé par Gokhale et une aile dite « extrémiste », emmenée par Tilak, inspirée par l'exemple irlandais, qui demandait une réelle autonomie politique et n'hésitait pas à utiliser des thèmes religieux hindous pour combattre les Britanniques. Les extrémistes eurent leur heure quand, en 1904, Curzon décréta unilatéralement une partition de la province du Bengale, principal bastion du mouvement nationaliste, qui provoqua en réaction un mouvement populaire connu sous le nom de mouvement Swadeshi, laquelle fut la première agitation anti-britannique d'envergure depuis la révolte des Cipayes. Le mouvement échoua finalement, certains des éléments les plus actifs se lançant dans l'action terroriste et il contribua à creuser un fossé entre Hindous et musulmans, dont témoigna en 1906 la création par des notables musulmans d'une Ligue musulmane qui garda ses distances vis-à-vis du Congrès.

Ce dernier connut une scission en 1907 entre modérés et extrémistes, mais ces derniers s'isolèrent tandis que la promulgation en 1909 des réformes dite Morley-Minto, introduisant une dose de représentativité dans les institutions politiques, favorisa les modérés et Gokhale. Quand éclata la première guerre mondiale, l'Inde était donc calme et l'opinion soutint l'envoi en Europe de troupes indiennes qui, après avoir joué un certain rôle dans les combats de 1914-1915 sur le front ouest, furent ensuite dirigées vers la Mésopotamie pour combattre les Turcs. La poursuite de la guerre, avec son cortège d'inflation et de difficultés économiques, finit par réveiller l'agitation nationaliste et en 1917, dans l'espoir de la calmer, le Secrétaire d'État à l'Inde, Montagu, promit dans une déclaration une future évolution de l'Inde vers le statut de dominion.

Mais, avec la fin du conflit, une grande tension régnait dans le pays et un nouveau dirigeant, Gandhi, revenu en 1915 d'Afrique du Sud, lança un appel à un mouvement de protestation non-violent. Il fut suivi dans tout le pays, mais au Punjab, le mouvement déboucha sur un massacre à Amritsar, où plus de trois cents manifestants furent tués par la troupe. Ce fut le début d'une période de turbulence politique qui allait finalement déboucher sur l'indépendance. Ayant pris la tête du Congrès en 1920, Gandhi lança un mouvement de non-coopération qui prit une très grande ampleur et se termina abruptement au début de 1922 quand des manifestants massacrèrent des policiers dans un village, amenant le Mahatma à y mettre fin. Suivirent quelques années de calme précaire, avant qu'en 1930 Gandhi lance le mouvement de désobéissance civile par la célèbre « marche du sel ». Ce mouvement ébranla la domination britannique et amena les autorités coloniales à accorder de nouvelles réformes constitutionnelles en 1935, réformes qui ne touchaient pas les États princiers, dans lesquels régnait généralement une forme abâtardie d'absolutisme. Un compromis semblait possible entre Londres et le Congrès sur une transition très graduelle vers l'indépendance, mais le déclenchement de la seconde guerre mondiale vint tout remettre en cause. En août 1942, alors que les Japonais, ayant pris la Birmanie, étaient aux portes de l'Inde, Gandhi lança un nouveau mouvement, le « Quit India », pour obtenir le départ des Britanniques. Ce fut un échec, malgré l'importance des troubles dont la répression nécessita l'emploi de cinquante-sept bataillons de troupes britanniques et le Congrès se trouva réduit à la clandestinité. Un dirigeant nationaliste dissident, Subhas Chandra Bose, joua la carte japonaise et constitua une armée nationale indienne (INA) parmi les prisonniers de guerre indiens faits par les Japonais. En 1944 ces troupes participèrent à une avance japonaise en Assam, qui se termina en déroute. Malgré cet échec, Bose, qui mourut en 1945 dans un accident d'avion, devint pour beaucoup d'Indiens un héros national et son action contribua à miner la confiance des Britanniques dans l'armée indienne comme instrument de répression anti-nationaliste. Après trois années d'impasse politique complète, la fin de la guerre permit la reprise de négociations politiques sérieuses. Elles furent compliquées par le fait que la Ligue musulmane, réorganisée par Mohammed Ali Jinnah, avait

demandé en 1940 la création, pour les musulmans de l'Inde, d'un Pakistan. En 1945, le Congrès et la Ligue ne purent arriver à un accord pour maintenir l'unité de l'Inde et la tension croissante entre communautés déboucha à partir de 1946 sur des violences d'une grande ampleur, notamment la « Grande tuerie de Calcutta » en août 1946, qui fit dix mille morts en quelques jours. En 1946 le gouvernement travailliste d'Attlee réalisa qu'il n'était plus possible de retarder l'indépendance et tenta sans succès de trouver une formule pour éviter une partition. En 1947, après l'envoi de Lord Mountbatten à New Delhi comme vice-roi, malgré les réticences de Gandhi, une partition fut décidée entre deux États séparés, l'Inde et le Pakistan, les États princiers devant opter pour l'un ou l'autre. La partition s'accompagna de massacres dans la province du Punjab, qui fut divisée en deux, comme le Bengale, et la fin de l'Inde britannique, en août 1947, loin d'être un modèle de décolonisation réussie, déboucha sur l'une des grandes tragédies du siècle, dont les conséquences se font encore sentir.

L'héritage de l'Inde britannique

Du point de vue britannique, l'aventure indienne a eu des conséquences importantes sur la constitution d'une identité nationale proprement « britannique » – et non anglaise – largement liée à l'empire. Pendant deux siècles la grandeur de la Grande-Bretagne a été profondément dépendante de la possession de ce « joyau de la Couronne », qui a fourni à la métropole matières premières, marché pour les produits manufacturés britanniques, surplus financiers et personnel militaire et civil pour de nombreuses conquêtes coloniales. La culture et le vocabulaire métropolitains ont été influencés par des importations indiennes : de nabab à curry, en passant par véranda et bungalow. Une partie importante de l'élite sociale britannique a tissé des liens forts avec l'armée et la haute fonction publique de l'Inde coloniale. Il est peu de familles de la bonne société dont au moins un fils n'ait été engagé d'une façon ou d'une autre dans l'aventure indienne. D'un point de vue intellectuel, l'Inde, outre qu'elle a été le lieu de naissance de plusieurs grands écrivains anglais comme Thackeray ou Orwell a joué un rôle dans le développement de nombreuses disciplines scientifiques, depuis la géographie jusqu'à la médecine tropicale en passant par l'anthropologie. Les noms de nombreuses figures de proue de la vie intellectuelle anglaise, comme Edmund Burke, James Mill, John Stuart Mill et bien d'autres sont étroitement liés à l'Inde, qui servit souvent de champ clos pour des affrontements entre courants d'opinion métropolitains. La nostalgie du *Raj* qui marque l'Angleterre post-impériale, si elle a des aspects folkloriques, renvoie aussi à un traumatisme réel. L'ambiguïté des réactions à l'égard des immigrés du sous-continent témoigne de la profondeur des liens tissés au cours de deux siècles d'une histoire impériale commune.

Du point de vue indien, l'héritage de la période britannique est objet de controverses. Pendant les deux siècles de domination coloniale, d'abord partielle, puis totale, l'Inde a connu des changements considérables et est entrée dans une modernité qui reste cependant marquée par la persistance de traits originaux. Sur le plan économique, le bilan est particulièrement contesté. La critique nationaliste accuse le colonialisme d'avoir créé le sous-développement indien en renforçant le caractère agraire de l'économie et en entraînant l'Inde dans une spirale de « désindustrialisation » liée au déclin de l'artisanat, textile en particulier, que la naissance d'une industrie moderne ne put que partiellement compenser. Sans entrer dans des débats polémiques, il apparaît clairement que la période coloniale ne vit pas s'effectuer de « décollage » significatif de l'économie. L'Inde en 1947 était un pays agricole pauvre, disposant d'un secteur industriel non négligeable, mais mal relié au reste de l'économie. Surtout, la persistance d'un analphabétisme de masse faisait qu'au contraire du Japon et de Taiwan, elle était mal armée pour entrer de façon compétitive dans l'ère industrielle moderne. À la question de savoir si le colonialisme est responsable de cette évolution, ou si elle s'explique par certains traits culturels spécifiques à l'Inde, il est difficile, en l'absence d'un contre-factuel incontestable, de répondre.

Sur le plan politique, on reproche aussi souvent aux Britanniques d'avoir favorisé, par leur politique de « *divide and rule* » l'apparition d'un fossé politique entre hindous et musulmans et d'être ainsi responsables de la partition et de son cortège de massacres. S'il est vrai que les réformes Morley-Minto de 1909, en introduisant des électorsats séparés pour les hindous et les musulmans, ont joué un rôle dans la naissance d'un séparatisme musulman, la question « communale », comme on l'appelle en Inde, ne peut être réduite aux machinations d'un pouvoir colonial machiavélique, mais renvoie aux conditions dans lesquelles les identités sociales et politiques se sont reconstruites en Inde pendant la période coloniale, favorisant l'apparition de nouveaux clivages qui donnèrent aux divisions religieuses une plus grande importance.

Mais la question du caractère spécifique de la modernité indienne se prête à des réponses plus nuancées et plus intéressantes dans les domaines politique et culturel. L'un des traits les plus frappants de l'Inde contemporaine, dont le cas contraste avec celui du Pakistan, pourtant issu de la même histoire coloniale, est la vitalité de sa démocratie politique qui a survécu à plus d'un demi-siècle de tensions souvent extrêmes. Plusieurs explications ont été avancées pour rendre compte de ce phénomène assez unique en Asie. Pour certains, c'est avant tout l'influence britannique qui expliquerait la nature démocratique du régime politique indien. Si c'était le cas, on s'expliquerait mal que le Pakistan ou la Malaisie, qui ont été exposées de la même façon à la culture politique britannique, présentent des cas de figure aussi différents. D'autres ont avancé une explication culturaliste : ce serait le « pluralisme » de l'hindouisme en tant que religion qui expliquerait le pluralisme politique de l'Inde. Ceci implique *a contrario* que l'absence de pluralisme politique au Pakistan s'explique par le « monolithisme » de l'islam, qui n'est bien entendu qu'une fiction de l'imaginaire islamique et ne correspond pas à la réalité. En fait le pluralisme politique indien est une construction historique bien spécifique, dans laquelle les Anglais comme l'hindouisme ont joué un rôle, mais n'expliquent pas tout. Il faut admettre que s'était constituée en Inde, pendant la période coloniale, une sphère publique marquée par l'existence d'une certaine compétition politique et d'un pluralisme de fait, qui s'est manifesté aussi bien au sein du Congrès qu'entre le Congrès et les autres formations politiques qu'elles soient communistes, nationalistes hindous, ou la Ligue Musulmane, et qu'une culture politique spécifique s'était créée qui a contribué à l'éclosion d'une démocratie, même si celle-ci restait au départ assez « élitiste ». Le nom de Gandhi est étroitement mêlé à l'éclosion de ce pluralisme, même si le Mahatma lui-même n'était pas toujours un modèle de tolérance et de pluralisme.

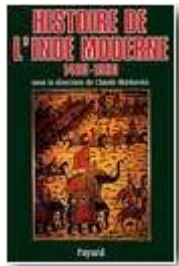
L'héritage le plus durable de la période britannique en Inde, outre un système juridico-légal en partie dérivé du droit anglais dont l'adaptation au contexte indien est souvent problématique, est probablement la place conquise par la langue anglaise, une langue que beaucoup d'Indiens ont fait leur, et dans laquelle, par-delà son utilisation par les élites économiques et politiques du pays, certains des créateurs les plus doués du pays ont su traduire avec talent ses réalités les plus profondes. Un autre legs durable du colonialisme est le cricket, devenu dans tout le sous-continent, bien davantage que le football, sport national et populaire. À mesure que la mémoire directe de la période de domination coloniale s'amenuise avec la disparition progressive des générations qui l'ont connue, se pose avec une acuité croissante la question de la place de l'épisode colonial dans l'histoire de l'Inde, sur laquelle un consensus est loin de se dégager entre historiens. Ainsi l'histoire coloniale de l'Inde reste-t-elle objet de controverses et le débat se poursuit-il avec sérieux et passion, en Inde comme à l'étranger.

Claude Markovits

Mars 2009

Copyright Clio 2011 - Tous droits réservés

Bibliographie



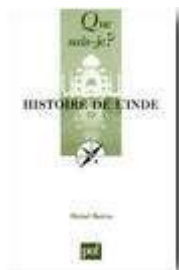
Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950
Claude Markovits
Fayard, Paris, 1994



L'Inde au XXe siècle, 1ère édition
Jacques Pouchepadass
PUF, Paris



Planteurs et paysans dans l'Inde coloniale. L'indigo du Bihar et le mouvement gandhien du Champaran
Jacques Pouchepadass
L'Harmattan, Paris, 2004



Histoire de l'Inde
Michel Boivin
Que sais-je ?
PUF, Paris, 2e édition 2001



L'Inde
Claude Markovits
Nouvelle Clio
In H. Rotermund et al., L'Asie orientale et méridionale aux XIXe et XXe siècles : Chine, Corée, Japon, Asie du Sud-Est, Inde, pp. 409-509
PUF, Paris, 1999